

89.242

**Parlamentarische Initiative
(Kommission des Nationalrates)
Beiträge an die Fraktionen
der Bundesversammlung
Initiative parlementaire
(Commission du Conseil national)
Contributions aux groupes politiques
de l'Assemblée fédérale**

Bericht und Beschlussentwurf der Kommission vom 6. November 1989
(BBI III, 1582)
Rapport et projet d'arrêté de la Commission du 6 novembre 1989 (FF III,
1496)

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 20. Dezember 1989*

Aufgrund des Massnahmenkatalogs im Bericht des Bundesrates vom 23. November 1988 über die Unterstützung der politischen Parteien beantragt Ihre Kommission dem Plenum, die Entschädigung an die Fraktionen der Bundesversammlung auf den 1. Juli 1990 wesentlich zu erhöhen. Die verstärkte Unterstützung der Fraktionen soll als besonders wichtige Massnahme prioritär verwirklicht werden. Im Voranschlag 1990 stehen allerdings für die erhöhte Beitragsleistung keine Zahlungsmittel zur Verfügung; die Beurteilung der Opportunität des deshalb erforderlichen Nachtragskredites überlässt der Bundesrat dem Parlament.

Die Abgeltung der Leistungen, die die Parteien als notwendige Voraussetzung für die Arbeit der Fraktionen erbringen, ist gerechtfertigt. Die Erhöhung der Fraktionsbeiträge lässt sich bis Sommer 1990 realisieren; sie bedingt die Aenderung von Art. 10 des geltenden Bundesbeschlusses zum Entschädigungsgesetz vom 18. März 1988.

Der Bundesrat kann sich dem Modell der Kommissionsmehrheit anschliessen. Hinsichtlich des Ausmasses der Erhöhung erinnert er an den bisher unbestrittenen Grundsatz, dass die Fraktionsbeiträge keine indirekte Parteienfinanzierung darstellen dürfen. Er nimmt zur Kenntnis, dass die vorberatende Kommission den Massnahmenkatalog des Bundesrates weiterprüfen und zu gegebener Zeit darüber abschliessend Bericht erstatten wird.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 20 décembre 1989

Sur la base du catalogue de mesures contenu dans le rapport du Conseil fédéral du 23 novembre 1988 sur l'aide aux partis politiques, la Commission du Conseil national recommande au plenum d'augmenter substantiellement, à partir du 1er juillet 1990, les contributions aux groupes politiques de l'Assemblée fédérale. La réalisation de cette mesure particulièrement efficace devrait être prioritaire. Toutefois, le budget 1990 ne prévoit pas de crédits pour des contributions plus élevées; le Conseil fédéral laisse au Parlement le soin de décider de l'opportunité du crédit supplémentaire nécessaire à cet effet.

Il est justifié d'indemniser les partis politiques pour les prestations qu'ils fournissent à leur groupe parlementaire. L'augmentation des contributions aux groupes politiques peut être réalisée en été 1990; elle nécessite la modification de l'art. 10 de l'arrêté fédéral en vigueur du 18 mars 1988 relatif à la loi sur les indemnités parlementaires.

Le Conseil fédéral peut se rallier au modèle de la majorité de la commission. En ce qui concerne le montant de l'augmentation des contributions, il rappelle le principe jusqu'ici incontesté en vertu duquel les contributions aux groupes politiques ne devraient pas constituer un financement indirect des partis. Il prend acte que la commission compétente du Conseil national étudie de manière approfondie le catalogue de mesures proposées par le Conseil fédéral et qu'elle établira, en temps voulu, un rapport final à ce sujet.

M. Frey Claude, rapporteur: Un rapport écrit vous a été remis, nous n'allons donc pas le paraphraser. Nous rappellerons simplement que la question du soutien aux partis politiques est posée régulièrement depuis plus de vingt ans. En 1984, une étape a été franchie lorsque les deux conseils ont voté un postulat chargeant le Conseil fédéral de dresser un inventaire des mesures de soutien aux partis politiques. Le rapport a été présenté le 23 novembre 1988 et notre commission a été chargée de l'étudier.

D'emblée, nous avons pris la décision de principe de n'étudier que les mesures pouvant être appliquées dans le cadre constitutionnel actuel. En effet, il serait illusoire d'imaginer que par les temps qui courent un article constitutionnel aurait quelque chance d'aboutir. Afin d'agir rapidement, nous interviendrons au plénum en deux temps.

Aujourd'hui, nous discutons d'une mesure simple, rapide et efficace de soutien accru aux groupes politiques. Il s'agit de modifier l'article 12 de la loi du 18 mars 1988 sur les indemnités parlementaires, afin d'augmenter la contribution annuelle destinée à couvrir les frais de secrétariat des groupes parlementaires. Nous vous proposons de faire passer le montant de base de 20 000 francs à 50 000 francs et le montant fixe par député de 3600 à 7000 francs. Des propositions de minorité sont faites quant à ces montants, nous y reviendrons dans la discussion par articles.

Les dépenses supplémentaires seraient d'un million de francs selon la version de la majorité. *Grosso modo*, les groupes verront ainsi leur subside annuel doubler. Mais, nous voulons souligner ici que malgré cette augmentation substantielle, nous restons dans un système très rustique. Les groupes ne se servent pas! Pour s'en convaincre, il suffit de consulter le rapport du Conseil de l'Europe intitulé *Financement des Partis politiques. Une pierre angulaire des démocraties pluralistes*. On y trouvera, par exemple, confirmation de ce que nous avons entendu en commission concernant la République fédérale d'Allemagne. Nous voyons qu'il n'y a là aucune comparaison possible avec notre pays, les ordres de grandeurs étant totalement différents. Un exemple concernant la République fédérale d'Allemagne où l'Etat rembourse les dépenses de campagnes électorales: 60 millions de DM pour la CDU, 16 millions pour la CSU, 70 millions pour le SPD, 17 millions pour le FDP et 19 millions pour les Verts.

Prenons un autre exemple, celui du Luxembourg: dans ce petit pays, les partis ne possèdent pas la personnalité juridique et aucune loi ne prévoit l'octroi de subventions politiques aux partis ou même le remboursement de leurs dépenses de campagnes électorales. Toutefois, les groupes représentés à la Chambre des députés reçoivent des subventions destinées à financer leurs activités parlementaires comme chez nous. Les montants sont actuellement fixés comme suit: pour les cinq premiers représentants d'un groupe, 600 000 francs luxembourgeois (ce qui représente quelques 25 700 francs suisses avec un facteur d'indexation de 4,28) et pour chaque représentant supplémentaire 50 000 francs luxembourgeois, soit environ 2140 francs suisses. En outre, pour les campagnes électorales les autorités postales expédient gratuitement trois communications pour chaque candidat. Cet exemple montre bien que l'on reste dans le domaine du raisonnable chez nous, malgré les propositions qui vous sont faites.

Revenons à notre pays pour relever qu'en aidant mieux les secrétariats de groupes à remplir leurs tâches, on soutient indirectement les secrétariats de partis. Il y a nécessairement vases communicants puisque le processus de formation de la volonté politique commence au sein des partis, pour se poursuivre dans les groupes et s'achever soit devant le Parlement, soit devant le peuple. Les dépenses des partis profitent donc largement aux groupes et par conséquent au Parlement. Nous avons dit tout à l'heure que malgré cette augmentation des montants alloués l'Etat reste très modeste dans son soutien. Nous en voulons pour preuve que les prestations des partis en faveur des groupes ne peuvent actuellement être couvertes par les contributions fédérales aux fractions politiques que dans la proportion d'un tiers environ. Un doublement du subside ne permettra donc même pas la prise en charge totale des seuls frais de secrétariat des groupes.

Que l'on nous comprenne bien. La commission n'entend pas favoriser la surenchère. Il est dans la réalité helvétique de rester modeste dans le fonctionnement de la démocratie en général. Nous voulions simplement ramener les choses à leurs justes proportions. C'est dans cet esprit que la commission a décidé, par 17 voix contre une, de prendre acte du rapport du Conseil fédéral et d'y donner suite. Dans un premier temps, elle vous propose de voter le projet d'arrêté qui vous est soumis.

Hubacher, Berichterstatter: Der Bericht des Bundesrates über die Unterstützung der politischen Parteien enthält einen ganzen Katalog von Möglichkeiten, realisierbare und nicht realisierbare. Hier wurde zum ersten Mal die finanzielle Situation der politischen Parteien in der Schweiz zusammengefasst. Der Kommissionspräsident hat ausgeführt, wie es in Nachbarstaaten aussieht. Ich möchte das nicht wiederholen.

Die Kommission schlägt Ihnen vor, auf eine von diesen vielen Möglichkeiten ganz konkret einzutreten, nämlich auf die Erhöhung der Fraktionsbeiträge, und dabei die bisherige Pauschalsumme von 20 000 Franken auf 50 000 Franken und den Beitrag pro Mitglied der Fraktion von 3600 auf 7000 Franken zu erhöhen. Die Kommission schlägt Ihnen ferner Vorstösse, Motionen und Postulate vor, um beispielsweise die Frage der finanziellen Unterstützung der Parteien bei Wahlen abklären zu lassen.

Wir haben ein Gutachten der Justizdirektion des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes bekommen, aus dem hervorgeht, dass die Verfassungsgrundlage für finanzielle Beiträge des Bundes an Parteien für Wahlen an sich gegeben ist. Das ist eine neue Erkenntnis. Wir sind immer davon ausgegangen, es gäbe keine Verfassungsgrundlage. Nicht so sicher ist die Verfassungssituation bei Abstimmungen. Bei Wahlen ist – um es ganz kurz auf einen Nenner zu bringen – die Begründung, Wahlen könnten ohne Parteien faktisch nicht durchgeführt werden. Von daher ist die Legitimation der Parteien durchaus eindeutig gegeben. Bei Abstimmungen hingegen gibt es allerhand andere Gruppierungen, Ad-hoc-Komitees, die sich jeweils konstituieren.

Antrag der Kommission: Zustimmung zur Erhöhung der Fraktionsbeiträge und Zustimmung – darauf kommen wir im einzelnen zurück – zu den Vorstössen, die noch zu Abklärungen führen sollen.

Jaeger: Ich möchte Sie im Namen unserer Fraktion um Zustimmung zu den Vorschlägen der Kommission bitten. Es ist mit einem unguuten Gefühl verbunden, wenn man in eigener Sache spricht, vor allem, wenn es darum geht, Geld zu verlangen. Aber ich glaube, die Kommissionspräsidenten haben sehr deutlich gemacht, dass es darum geht, gewisse Benachteiligungen in unserer Leistungsfähigkeit auszugleichen. Es geht auch darum, die Parteien finanziell zu unterstützen in ihrer Dienstleistungsfunktion und ihrer parlamentarischen Arbeit.

Sie werden sicher auch verstehen, wenn wir von unserer Fraktion aus die Anträge der Minderheit befürworten.

Wir bitten Sie um Zustimmung auch zum Minderheitsantrag Bär. Die kleinen Fraktionen haben denselben fixen Aufwand wie die grossen Fraktionen. Dass dies auch in finanzieller Hinsicht berücksichtigt werden muss, kann sicher nicht bestritten werden. Ich möchte im übrigen auf die Toleranz hinweisen, die die Minderheiten und die kleinen Fraktionen auch in der Kommission geniessen durften. Sie entnehmen ja auch den Unterschriften unter dem Minderheitsantrag, dass beispielsweise Herr Reich und Herr Wanner als Vertreter einer grossen Fraktion diesem Vorschlag zugestimmt haben. Wir möchten den Vertretern der grossen Fraktionen ausdrücklich danken, dass Sie unsere Probleme verstehen. Es ist richtig, dem Minderheitsantrag Bär zuzustimmen. Es ist ein gerechter Vorschlag, er ist sicher legitim, und er verlangt nichts Unverschämtes. Ich danke Ihnen für die Zustimmung zur Vorlage.

Widrig: Die christlichdemokratische Fraktion unterstützt den Beschlussentwurf der Kommissionsmehrheit. Wir sind uns ja einig, dass eine Parteienfinanzierung über einen neuen Bun-

desverfassungsartikel wenig Aussicht auf Erfolg hätte, denn nachdem die staatliche Presseförderung abgelehnt wurde, steht eine allgemeine Parteienfinanzierung erst recht nicht zur Diskussion. Man könnte zwar damit finanziell wirksame Parteienunterstützung leisten, aber die Parteienakzeptanz beim Bürger nicht verbessern.

Unsere Nachbarstaaten mit der verfassungsrechtlichen Verankerung der Parteien leiden ja unter den gleichen Problemen, wie zum Beispiel unter der Mitgliederstagnation, trotz den vom Kommissionspräsidenten erwähnten Millionenbeiträgen des Staates. Es kommt dazu, dass ja nicht nur Parteien Wahlen organisieren. Auf kantonaler und kommunaler Ebene – gerade auf Gemeindeebene – sind es oftmals andere Träger, die dann natürlich ebenfalls subventioniert werden müssten. Das ist auch der Grund, dass wir uns auf den recht schmalen Pfad der Fraktionsunterstützung zu beschränken haben und es nicht angeht, dass weitergehende Forderungen zur indirekten Parteienfinanzierung ausseren.

Heute werden ja die Dienstleistungen der Parteien für die Fraktionen bis zu 40 Prozent durch die Bundesbeiträge abgedeckt. Mit der Erhöhung des Grundbeitrages auf 50 000 Franken plus die 7000 Franken für die einzelnen Mitglieder werden die Fraktionskosten zwar noch nicht vollumfänglich gedeckt, aber mit dieser Verdoppelung ist die obere Limite doch in etwa in Sicht, denn die genaue Abgrenzung zwischen Fraktions- und Parteiarbeit ist ja nicht so einfach.

Bleibt noch etwas zum Minderheitsantrag der Kommission zu sagen. Bei allem Verständnis für die Anliegen der kleineren Fraktionen erachten wir ein Vervierfachen des Grundbeitrages von heute 20 000 Franken auf neu 80 000 Franken als etwas überzogen, weil darin der Wählerwille, der sich schliesslich auch in der Anzahl der Mandate einer Fraktion widerspiegelt, zuwenig zum Ausdruck kommt. Der Vorschlag der Kommissionsmehrheit verlagert das Verhältnis zwischen dem Anteil der grössten und der kleinsten Fraktion von heute 4,88 auf 4,46 zugunsten der kleinen. Er liegt übrigens auch im Rahmen der Fraktionsentschädigungen anderer kantonalen Parlamente. So schlägt zum Beispiel das Präsidium des Sankt Gallischen Grossen Rates für 1990 eine Anpassung der Fraktionsvergütungen mit dem Verhältnis von 4,58 vor.

Die CVP-Fraktion befürwortet deshalb bei Artikel 10 die Fassung der Kommissionsmehrheit. Das bedeutet also einen Grundbeitrag von 50 000 Franken, plus einen Beitrag pro Mitglied von 7000 Franken.

M. Massy: L'initiative parlementaire dont nous parlons aujourd'hui est présentée par la commission chargée d'examiner le rapport du Conseil fédéral sur l'aide aux partis politiques. S'agissant d'une aide accrue de l'Etat aux partis politiques, le groupe libéral tient à rappeler qu'il n'y est en principe pas favorable. Dans le cadre constitutionnel actuel, les moyens dont pourrait faire usage la Confédération seraient de toute manière fort limités.

La commission a néanmoins décidé d'examiner, sans envisager de normes constitutionnelles spécifiques, l'ensemble des mesures que le Conseil fédéral propose d'étudier dans son rapport. Nous avons accepté d'entrer en matière et de procéder à cet examen. Il en sera question ultérieurement lorsque la commission aura terminé ses travaux sur ce point.

Ce dont nous débattons aujourd'hui est différent. Les propositions de la commission ne se trouvent d'ailleurs pas dans le rapport du Conseil fédéral. Si le groupe libéral entre en matière sur le projet d'arrêté visant à augmenter la contribution aux groupes, c'est essentiellement parce qu'il considère qu'il s'agit ici non pas d'une question d'aide aux partis politiques mais bien d'une question relative au bon fonctionnement de votre Parlement. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que nous avons atteint les limites du parlement de milice. On a beaucoup parlé d'un parlement de professionnels. Pour l'heure, nous voudrions tenter de faire en sorte que notre Parlement de milice soit à même de continuer à fonctionner normalement. Il est évident qu'en augmentant les contributions aux groupes de l'Assemblée nous contribuerons à rendre leur tâche plus efficace. Nous leur permettrons surtout de recourir à de nouveaux moyens pour faire face à l'accroissement des

dossiers parlementaires. C'est à notre avis le prix à payer pour le maintien de notre Parlement de milice et pour assurer à celles et ceux qui nous ont délégués ici que nous disposons des moyens de notre action.

Le groupe libéral votera donc l'arrêté proposé par la commission. Il soutiendra également – et il insiste sur ce point – la proposition de Mme Bär qui augmente sensiblement le montant de base car cette manière de faire permet d'assurer une répartition plus équitable entre les grands et les petits groupes, tant il est évident que toute une série de dépenses liées au fonctionnement des groupes sont, je le souligne, sans relation avec le nombre de députés qui le composent. On aurait d'ailleurs pu en tenir davantage compte peut-être en renonçant à augmenter les contributions par député.

Reimann Maximilian: Auch die SVP-Fraktion bekennt sich zur Einsicht, dass die politischen Parteien und namentlich die Fraktionen und Fraktionsmitglieder in den Parlamenten wichtige, ja unerlässliche Funktionen im staatlichen demokratischen Willensbildungsprozess wahrnehmen. Wir erbringen zugunsten des Staates Leistungen, meist rechte Leistungen – jedenfalls dann, wenn wir am Ende richtig abstimmen –, und rechte Leistungen sollen auch recht honoriert werden. Wir stehen deshalb grundsätzlich für den vorliegenden Bundesbeschluss ein. Die Erhöhung ist zeitgemäss. Sie steht in vollem Einklang mit den erhöhten Arbeitslasten, die wir zu bewältigen haben.

Wir hätten es aber ebensogern gesehen, wenn der Bund – parallel zur heutigen Vorlage – Hand geboten hätte für eine finanzielle Förderung der Parteien und Fraktionen auch von unten her, vom Volk her, von den einzelnen Bürgern und Steuerzahlern her. Ich bin enttäuscht, dass es der Bund versäumt hat, in der laufenden Steuergesetzrevision die Abzugsmöglichkeit für Parteispenden zu verbessern. Dieser Vorwurf geht natürlich nicht nur an den Bundesrat, sondern vor allem an uns, ans Parlament, an unsere vorberatende Kommission.

Partei- und Fraktionsförderung bzw. Entschädigung von unten her durch steuerliche Anreize hätte als Zwilling der heutigen Vorlage sehr wohl angestanden. Ich möchte bei dieser Gelegenheit nur auf das gute Beispiel des Kantons Bern hinweisen. Wenn dieser etwas Gutes tut, soll man das auch in der ganzen Schweiz sagen. Getadelt wurde er in letzter Zeit bekanntlich übermässig häufig. Der Kanton Bern will in der laufenden Steuergesetzrevision den grosszügigen Betrag von 5000 Franken pro Steuerzahler zum Abzug zulassen. Ich hoffe, dass dies auch in der Volksabstimmung durchkommt.

Wenn der Mittelzufluss von unten her nur harzig läuft, die Arbeit in den Fraktionen aber trotzdem gemacht werden muss, werden wir Fraktionsmitglieder immer mehr zur Kasse gebeten. Deshalb unser Vorschlag, die Bundesentschädigung pro Mitglied von 7000 auf 9000 Franken zu erhöhen. Kollege Rychen wird in der Detailberatung den Antrag noch näher begründen.

Ich bitte Sie jetzt schon, in diesem Sinn und Geist ausnahmsweise einmal etwas an uns selber zu denken. Wir sind ja ohnehin immer noch sehr bescheiden; das stellen wir fest, wenn wir – wie es Kollege Claude Frey getan hat – einen Blick über die Landesgrenze werfen.

Bescheiden bleiben wir hingegen beim pauschalen Grundbeitrag von 50 000 Franken an die Fraktionen. Sollte aber der Minderheitsantrag von Frau Kollegin Bär obsiegen, so würden wir ihr diesen Sieg keineswegs verübeln. Im Gegenteil, wir würden vielleicht zu ihr aufs Siegespodest hinaufsteigen, wenn sie uns dann dort oben überhaupt noch etwas Platz zu machen gedenkt.

Schliesslich noch ein Wort zum Antrag Ruf, für den ich durchaus Verständnis habe: Auch kleine Minderheiten sollten sich irgendwie über Wasser halten können. Aber wir haben es hier, Herr Ruf, grundsätzlich mit einer Vorlage für die Fraktionen zu tun. Wer diese Fraktionsstärke nicht erreicht, hat eben gewisse Konsequenzen zu tragen; und diese Konsequenzen, Herr Ruf, sind bei uns in der Schweiz gar nicht so gravierend. In anderen Ländern, wo es in den Wahlgesetzen prozentuale Mindesthürden gibt, sässen Sie überhaupt nicht im Parlament. Das wäre

vielleicht doch folgenschwerer, als hier und heute leer auszugehen.

Fäh: Auf das gesamte Massnahmenpaket «Unterstützung der politischen Parteien» komme ich hier nicht zu sprechen. Das werden wir in einer kommenden Session behandeln. Ich beschränke mich daher lediglich auf zwei allgemeine Hinweise: Da teile ich die Auffassung von Herrn Jaeger: Wir handeln hier in eigener Sache. Das ist zwar nicht verboten, Vorsicht aber ist angebracht. Finanzielle Parteienunterstützung – dazu gehört auch die Fraktionsunterstützung – kommt daher für uns nur in Frage, wenn

- a) die Rechtsgrundlagen vorhanden sind (das ist hier der Fall);
- b) sie massvoll ist (ebenfalls der Fall);
- c) der Bedarf dafür ausgewiesen ist (das ist er);
- d) das finanzpolitische Umfeld berücksichtigt wird.

Bei unserem heutigen Beschluss – Herr Hubacher hat es gesagt – gilt es zu beachten, dass weitere direkte und indirekte Finanzhilfen – im Vordergrund steht dabei ein Beitrag an die Kosten von Nationalratswahlen – zur Diskussion stehen werden.

Die heutige Vorlage darf daher nicht isoliert betrachtet werden. Im Sinne von Sofortmassnahmen sollen nun die Beiträge an die Fraktionen erhöht werden. Wir erachten dies als richtig und verantwortbar. Denn die zweckgebundenen Fraktionsbeiträge sind – wie ich gesagt habe – rechtlich klar abgestützt, und der Bedarf, wie ihn die Kommission in etwa vorschlägt, ist ausgewiesen.

Die FDP-Fraktion stimmt daher der Kommissionsinitiative im Sinne der Kommissionsmehrheit zu. Eine Minderheit – drei davon sind auf der Fahne aufgeführt – hält einen höheren Sockelbeitrag für kleinere Fraktionen – für gerechtfertigt. Wir halten ihn deswegen für gerechtfertigt, weil kleinere Fraktionen nicht proportional kleinere Infrastrukturauslagen haben.

Die Anträge Rychen und Ruf wurden in der Fraktion nicht besprochen. Zum Antrag Ruf gestatte ich mir aber eine persönliche Bemerkung: Ich finde es stossend, dass Fraktionen mit fünf Mitgliedern in etwa 100 000 Franken bekommen, Gruppierungen, die vier Mitglieder haben, aber nicht.

Aus diesem Grund habe ich Sympathie für den Antrag Ruf.

Frau Mauch Ursula: Die Ueberlastung unseres Parlamentes können wir zwar mit einer besseren Alimentierung der Fraktionen nicht abbauen, aber wir können uns durch Mittel für die Beschaffung von zusätzlichen Hintergrundinformationen mehr politische Kompetenz zulegen. Ich glaube, politische Kompetenz kann es in einem Parlament gar nie zuviel geben. Auch wir wollen keine indirekte und damit ungesetzliche Parteienfinanzierung. Aber wenn unsere Partei zugunsten der Fraktionsarbeit Fachwissen liefern kann – in der SPS ist Fachwissen in grossem Ausmass vorhanden –, dann sollte die Fraktion in der Lage sein, diese Arbeiten auch abzugelten. Damit werden die politischen Möglichkeiten der Fraktionen wenigstens ein bisschen den finanzkräftigen Potentialen lobbyistischer Verbände und der gut informierten Verwaltung angeglichen.

Die SP-Fraktion bittet Sie um Zustimmung zur Vorlage. Wir haben über die Anträge Rychen und Ruf nicht gesprochen. Ich gehe aber davon aus, dass wir sie eher ablehnen. Hingegen stimmen wir dem Minderheitsantrag Bär zu Artikel 10 zu.

M. Spielmann: Bien que je n'aie pas été associé aux travaux concernant ce projet de financement, je désire faire une remarque.

Je n'ai rien contre le projet tel qu'il est présenté mais j'aimerais tout de même vous rendre attentifs aux conséquences de ces améliorations. Si elles permettent effectivement de mieux développer le travail des groupes et des secrétariats de ceux-ci, l'écart va grandissant entre ceux qui forment un groupe et ceux qui, comme moi, sont individuels ou ne sont que quatre. Nous avons nous aussi des frais, aussi bien au niveau des partis qu'au niveau des secrétariats (correspondance, préparation). Avec les propositions qui sont faites, l'écart serait, à mon avis, maintenant beaucoup trop grand. Je

dirai, comme exemple, que si nous étions un groupe de cinq personnes, nous toucherions une indemnité de 125 000 francs alors qu'à quatre nous serions écartés de toutes ces aides au financement des groupes.

Dans ces conditions, je pense que l'on doit soutenir la proposition de M. Ruff et qu'une indemnité soit attribuée aux députés qui ne font pas partie d'un groupe. Dans le cas contraire vous augmenteriez et aggraveriez encore les écarts qu'il convient de réduire.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Bundesbeschluss zum Entschädigungsgesetz
Arrêté fédéral relatif à la loi sur les indemnités parlementaires

Titel und Ingress, Ziff. I Ingress

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf der Kommission

Titre et préambule, ch. I préambule

Proposition de la commission
Adhérer au projet de la commission

Angenommen – Adopté

Art. 10

Antrag der Kommission
Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf der Kommission
Minderheit
(Bär, Fäh, Guinand, Jaeger, Reich, Wanner)
Der Grundbeitrag beträgt 80 000 Franken ...

Antrag Rychen
..., der Beitrag pro Mitglied 9000 Franken.

Art. 10

Proposition de la commission
Majorité
Adhérer au projet de la commission
Minorité
(Bär, Fäh, Guinand, Jaeger, Reich, Wanner)
Le montant de base s'élève à 80 000 francs ...

Proposition Rychen
..., celui par député à 9000 francs.

Art. 10a (neu)

Antrag Ruf
Titel
Beiträge an fraktionslose Ratsmitglieder
Wortlaut
Der Beitrag pro Mitglied beträgt 7000 Franken.

Art. 10a (nouveau)

Proposition Ruf
Titre
Contributions aux députés n'appartenant à aucun groupe
Texte
La contribution s'élève à 7000 francs par député.

Beschluss B (neu)

Antrag Ruf
Titel
Bundesgesetz über die Bezüge der Mitglieder der eidgenössischen Räte und über die Beiträge an die Fraktionen (Entschädigungsgesetz)
Ingress
Aenderung vom ...

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf die Artikel 79 und 83 der Bundesverfassung, beschliesst:

Ziff. I Art. 12a (neu)

Titel
Beiträge an fraktionslose Ratsmitglieder
Wortlaut

Die Parteien- bzw. Listenabordnungen, die nicht Fraktionsstärke aufweisen und keiner Fraktion angehören, erhalten einen jährlichen Beitrag pro Ratsmitglied zur Deckung der Kosten ihrer Sekretariate.

Ziff. II

Abs. 1
Diese Gesetzesänderung untersteht dem fakultativen Referendum.

Abs. 2
Die beiden Ratsbüros bestimmen das Inkrafttreten.

Arrêté B (nouveau)

Proposition Ruf
Titre
Loi sur les indemnités dues aux membres des conseils législatifs et sur les contributions allouées aux groupes (loi sur les indemnités parlementaires)
Préambule
Modification du ...
L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu les articles 79 et 83 de la Constitution fédérale, arrête:

Ch. I Art. 12a (nouveau)

Titre
Contributions allouées aux députés n'appartenant à aucun groupe
Texte

Les représentations de partis ou mouvements numériquement insuffisants pour former un groupe et dont les élus n'ont adhéré à aucun groupe touchent une contribution annuelle par député destinée à couvrir les frais de leur secrétariat.

Ch. II

Al. 1
La présente modification est sujette au référendum facultatif.
Al. 2
Les bureaux des deux conseils fixent l'entrée en vigueur.

Grundbeitrag – Montant de base

Frau **Bär**, Sprecherin der Minderheit: Die Minderheit der Kommission schlägt Ihnen vor, den Grundbeitrag an die Fraktionen auf jährlich 80 000 Franken zu erhöhen. Weshalb macht sie das?

Wir alle hier drinnen, alle 200 Nationalrätinnen und Nationalräte, sind gewählt worden mit dem Auftrag, unsere Arbeit seriös, gründlich und effizient zu erfüllen. Dieser Auftrag gilt, ob wir zu einer grossen, zu einer mittleren oder zu einer kleinen Fraktion gehören. Wir haben alle dieselbe Menge Geschäfte vorzubereiten. Wir müssen uns durch ebenso grosse Berge von Papier kämpfen. Es gilt, sich zusammen mit den Fraktionssekretariaten auf gleich viele Kommissionssitzungen vorzubereiten. Auch die Pressearbeit und die Erarbeitung von Grundlagenpapieren und Antworten zu Vernehmlassungen sind für alle gleich. Das heisst nichts anderes, als dass die Hauptaufgaben der Fraktionssekretariate aller Fraktionen gleich gross sind.

Die heutige Regelung, die Grundbeiträge an die Fraktionen tief zu halten, und der Vorschlag der Kommissionsmehrheit, diesen Grundbeitrag nur geringfügig zu erhöhen, widersprechen somit diesen Tatsachen. Ja, man könnte sagen, sie widersprechen dem Grundsatz: Gleicher Lohn für gleiche Arbeit. Wenn Sie Seite 9 der Botschaft anschauen, die Differenzen zwischen den Beiträgen an die grossen Fraktionen und an die kleinen, dann sind das heute fast fünfmal mehr Beiträge an die grossen Fraktionen.

Der Vorschlag der Mehrheit der Kommission wäre noch 4,4mal, und unser Vorschlag, der der Kommissionsminderheit, wäre dann 3,7mal mehr. Also immer noch viel mehr Geld für die grossen Fraktionen.

Ich glaube, auch Herr Widrig von der CVP-Fraktion muss zugestehen, dass sein Fraktionssekretariat nicht fünfmal mehr Arbeit hat als das der kleinen Fraktionen.

Es kann doch nur im Interesse der ganzen, gründlichen Ratsarbeit liegen, wenn sich alle Mitglieder eine einigermaßen – es bestehen eben immer noch Unterschiede – gleich funktionierende Infrastruktur leisten können.

Obschon dieses Geschäft als Finanzgeschäft dasteht, gehört es eindeutig mit zur Parlamentsreform. Wenn nämlich die Fraktionen oder die Parteien kein Geld haben, dann ist die Wahrscheinlichkeit oder – ich würde sagen – vielmehr die Gefahr gross, dass andere Organisationen – das sind meistens Interessenorganisationen – einspringen und dieses Vakuum füllen. Das aber schadet wiederum der Unabhängigkeit der Fraktionen und damit unseres ganzen Parlamentes.

Bessere Arbeitsbedingungen dank leistungsfähiger Infrastruktur verbessern zudem die Stellung unseres Parlamentes gegenüber Verwaltung und Bundesrat. Das erachten wir als nötig.

Die Vorlage, die wir jetzt beraten, hat somit auch sehr viel mit dem Selbstverständnis unseres Parlamentes zu tun. Es wäre allerdings eine Illusion zu meinen, die vorgeschlagenen, bescheidenen Erhöhungen würden es den Fraktionssekretariaten erlauben, noch zusätzlich neue Aufgaben zu übernehmen. Darin waren sich bei der Vernehmlassung alle, auch die grossen Fraktionen, einig. Einzig die heute geleisteten Aufgaben könnten etwas besser erfüllt und abgegolten werden.

Einig war man sich über alle Fraktionen auch, dass die heutigen Beiträge die Kosten der Fraktionen überhaupt nicht decken. Auch der Vorschlag der Kommissionsmehrheit wird sie nicht decken. Wir bezweifeln sogar, ob es der Kommissionsminderheitsantrag tun würde, obschon der Artikel 12 auf Seite 5 der Botschaft des Entschädigungsgesetzes heisst: «Die Fraktionen erhalten einen jährlichen Beitrag zur Deckung der Kosten ihrer Sekretariate», nicht «einen Beitrag daran », sondern «zur Deckung der Kosten». Die Beiträge reichen heute nicht aus. Sie werden es auch nicht mit dem Mehrheitsantrag der Kommission tun.

Wenn wir also die Kosten/Nutzen-Analyse für 200 000 Franken durchführen – ich möchte Sie bitten, das zu beachten; es geht um 200 000 Franken, und wenn ich an einzelne Budgetbegehren der letzten Session denke, dann muss ich fast sagen, um lächerliche 200 000 Franken –, dann ist das Resultat sehr gut. In diesem Beitrag liegt ein Gewinn für die Qualität unserer Parlamentsarbeit, für die Unabhängigkeit unseres Rates und damit für die ganze Demokratie. Und das kann ja wohl nicht schaden.

Ich bitte Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Reich: Herr Widrig hat als Sprecher der CVP den Wählerwillen angesprochen und darauf hingewiesen, dass, wenn man die arithmetischen Proportionen zu Rate ziehe, der Antrag der Mehrheit wahrscheinlich der richtigere sei.

Ich bin vom selben Wählerwillen ausgegangen und bin zum gegenteiligen Schluss gekommen.

Wir haben ein Vielparteiensystem, ein Proporzsystem, das den ausdrücklichen Willen dieses Wählers darstellt. Darüber kann kein Zweifel bestehen. Die Konsequenz des Proporzsystems ist auch die Existenz kleiner Fraktionen, und daraus leite ich die moralische Verantwortung ab, diesen kleinen Fraktionen ebenfalls die Sicherung des Grundbedarfs zu garantieren. Und dieser Grundbedarf ist nun einmal nicht eine Funktion der arithmetischen Proportionen, sondern er ist, unabhängig von der Grösse der Fraktionen, bis zu einem gewissen Grad gegeben.

Deshalb habe ich diesen Minderheitsantrag unterschrieben, und ich stehe nachdrücklich dazu.

M. Frey Claude, rapporteur: Le montant de base est actuellement fixé à 20 000 francs par année. La majorité, par 7 voix contre 5, vous propose 50 000 francs. Il y a lieu de constater

qu'on double le total des indemnités annuelles pour les grands partis, mais qu'on fait plus que doubler le montant total des indemnités annuelles pour les petits groupes. Ainsi, on réduit quelque peu l'écart entre les grands et les petits groupes.

Le plus petit groupe, représenté par dix députés, touchera 50 000 francs de base, soit 120 000 francs au total, alors que le plus grand groupe, avec 65 députés, recevra 505 000 francs. Il nous paraît que l'augmentation de 20 à 50 000 francs est raisonnable.

Certes, Madame Bär, cette dépense supplémentaire de 200 000 francs n'est pas énorme, alors que la somme totale s'élève à un million. Gardons-nous cependant de toute surenchère! Pourquoi, avec un tel raisonnement, ne fixerions-nous pas un montant de base de 100 000 ou 120 000 francs? La dépense supplémentaire ne serait pas non plus très élevée, bien qu'il s'agisse de garder des proportions raisonnables. En effet, il ne faut pas trop tendre la corde, au risque d'entendre dire que les parlementaires se sont servis.

En conclusion, nous vous demandons d'accepter la version de la majorité.

Hubacher, Berichterstatter: Für mich stellt sich nicht die Frage von 200 000 Franken mehr oder weniger. Ob die Lösung der Mehrheit oder der Vorschlag Bär angenommen wird, ist keine abschliessende Lösung, es ist eine Anzahlung an die Fraktionsausgaben. Verglichen mit unseren Nachbarstaaten – der Kommissionspräsident hat es im Einleitungsvotum gesagt – ist das immer noch herzlich wenig. In Bonn – das muss man sich in Erinnerung rufen – haben die beiden grossen Fraktionen je rund 150 Fraktionsmitarbeiterinnen und -mitarbeiter. Sie werden vom Staat bezahlt. Dazu hat der oder die einzelne Abgeordnete in der Regel eine persönliche Mitarbeiterin oder einen persönlichen Mitarbeiter. In Oesterreich haben die beiden grossen Fraktionen etwa 20 bis 25 Sachmitarbeiterinnen und -mitarbeiter. Gemessen an dem – man könnte noch x Beispiele aufführen – sind wir noch bescheiden und müssen uns auch keine Vorwürfe machen, wir würden die Bundesgelder zu sehr in die eigene Tasche scheffeln.

Zur Frage Antrag Minderheit (Bär) oder Antrag Mehrheit: Da können Sie von zwei verschiedenen Philosophien ausgehen. Die Kommission war der Meinung, dass der Anteil der Mitglieder einer Fraktion ein etwas grösseres Gewicht haben sollte als der Grundbeitrag. Frau Bär geht davon aus, dass man die kleinen Fraktionen mit einem erhöhten Grundbeitrag in ihrer Arbeit besser berücksichtigt.

Der Antrag der Minderheit wirkt sich, wenn man das prozentual nimmt, folgendermassen aus: Nach dem Vorschlag der Kommissionsmehrheit bekäme die grüne Fraktion 120 000 Franken neu, da würde der Sockelbeitrag 41 Prozent ausmachen. Wenn die 30 000 Franken dazukämen, wäre der Sockelbeitrag der kleinsten Fraktion 53 Prozent. Es ist Ihre Entscheidung, man kann beide Wege wählen.

Die Kommission ist mehrheitlich davon ausgegangen, dass die Zahl der Mitglieder eher etwas schwerer gewichtet werden sollte als nur die Existenz einer Fraktion. Denn – daran darf man wohl erinnern – die Auflage, dass es zur Bildung einer Fraktion in einem Rat von 200 Mitgliedern fünf Mitglieder braucht, ist eine relativ niedrige Hürde; dies zeigt, dass wir gemäss schweizerischer Usanz – und wir sind damit gut gefahren – die Minderheiten pfleglich behandeln und berücksichtigen. Jetzt müssen Sie entscheiden, was Sie als zuträglicher erachten. Wir sind in der Kommission – nicht mit überzeugender Mehrheit – der Meinung gewesen, der jetzige Vorschlag sei akzeptabel, aber der Antrag Bär ist natürlich auch vertretbar.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	65 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	58 Stimmen

*Beiträge an fraktionslose Ratsmitglieder
Contributions aux députés n'appartiennent à aucun groupe*

Ruf: Mein Vorschlag möchte erreichen, dass Parteien beziehungsweise Listenabordnungen, die nicht Fraktionsstärke aufweisen und keiner Fraktion angehören, künftig einen jährlichen Beitrag pro Ratsmitglied zur Deckung der Kosten ihrer Sekretariate erhalten, und zwar, wie bei den Fraktionen, in der Höhe von 7000 oder 9000 Franken, je nachdem, was Sie beschliessen werden. Ein Grundbeitrag steht damit selbstverständlich nicht zur Diskussion. Dazu kurz zwei Bemerkungen in formeller Hinsicht.

1. Der beantragte Artikel 10a (neu) im Bundesbeschluss bedarf einer formellen gesetzlichen Grundlage im Entschädigungsgesetz. Ich habe Ihnen deshalb in einem Beschlussentwurf B den erforderlichen neuen Artikel 12a des Entschädigungsgesetzes vorgeschlagen. Dies ist nach Auskunft der Parlamentsdienste verfahrensrechtlich möglich. Beide Anträge stellen somit eine Einheit dar, über die Sie im Grundsatz gesamthaft entscheiden werden.

2. Die französischsprachigen Ratsmitglieder mögen bitte die korrigierte Uebersetzung des Beschlusses B beachten, die heute morgen verteilt worden ist und die den Sinn des Antrages präziser wiedergibt als die erste Version.

Zur materiellen Seite der Anträge. Die Erhöhung der Fraktionsbeiträge wird auf Seite 6 der Botschaft wie folgt begründet: «Es wird unseres Erachtens zu Recht geltend gemacht, dass die Aktivitäten der Parteien zu einem grossen Teil auf den parlamentarischen Entscheidungsprozess ausgerichtet sind. Die Parteien greifen die im Volk vorhandenen gesellschaftlichen Anschauungen und Interessen auf, bündeln und artikulieren sie, um den öffentlichen Meinungs- und Willensbildungsprozess in Gang zu setzen und zu beeinflussen und die Bürger als Staatsvolk sprach- und handlungsfähig zu machen.» Diese Definition der Funktion der Parteien wäre durch die Feststellung zu ergänzen, dass der durch die Parteien in Gang gesetzte Willensbildungsprozess in den meisten Fällen durch Vermittlung der Fraktionen im Parlament seinen Abschluss findet. «So betrachtet ist ein grosser Teil der Aufwendungen der Parteien Voraussetzung für das Funktionieren der Fraktionen und damit des Parlamentes überhaupt.»

Ohne Zweifel erfüllen auch die kleineren Parteien und ihre fraktionslosen Parlamentsmitglieder eine wichtige staatspolitische Funktion. Die zitierten Ausführungen gelten für sie genauso. Leider sind sie bisher hinsichtlich der Entschädigung ihrer Aufwendungen für die Parlamentsarbeit zu Unrecht vergessen worden. Fraktionslose Parlamentarier einer kleineren Partei arbeiten genauso zusammen wie Fraktionsmitglieder. Sie treten als Abordnung eines bestimmten Wählersegmentes, einer bestimmten politischen Richtung auf und bilden eine Einheit, die ebenfalls einer Infrastruktur bedarf. Meist liegt diese beim Parteisekretariat, das ähnlich umfangreiche Grunddienstleistungen zu erbringen hat, wie dies bei Fraktionen der Fall ist. In der Botschaft sind erwähnt: die Organisation und Durchführung von Sitzungen, Öffentlichkeitsarbeit und Kontakte zu den Medien, Dokumentation zu Sachfragen, Uebersetzungen, Erarbeiten von Vorstössen, Anträgen und Referaten, Ausarbeiten von Konzepten und Studien, Erarbeitung von Vernehmlassungen als Grundlage der parlamentarischen Arbeit, die Unterstützung der Parlamentarier auch in ihrer Funktion als Anlaufstelle der Bürger usw.

Der Grundaufwand in infrastruktureller und intellektueller Hinsicht ist somit für kleine Parlamentsabordnungen, auch für Einerververtretungen und deren Parteien, zu erbringen. Auch sie haben zu allen wichtigen Fragen und Geschäften Stellung zu nehmen. Die geleistete Arbeit stellt faktisch somit ebenfalls einen Teil der parlamentarischen Infrastruktur im Sinne der Botschaft dar, die mit der Erhöhung der Fraktionsbeiträge richtigerweise gestärkt werden soll.

Aus all diesen Ueberlegungen schlage ich Ihnen eine wie mir scheint massvolle Lösung vor, um das ausgewiesene Bedürfnis fraktionsloser Parlamentsvertretungen nach einer Unterstützung ihrer Sekretariate abzudecken. Die Fraktionen bleiben dank des Grundbeitrages eindeutig besser gestellt, was zweifellos gerechtfertigt und unbestritten ist. Die fraktionslosen Abordnungen müssten aber abgestuft auch nach ihrer Stärke nicht mehr leer ausgehen.

Wenn Sie einen Zahlenvergleich anstellen, sehen Sie, wie un-

verhältnismässig die heutige Situation ist. Eine Fraktion mit fünf Mitgliedern erhält bei einem Grundbeitrag von 80 000 Franken, wie Sie ihn beschlossen haben, und einem Mitgliederbeitrag pro Ratsmitglied von 9000 Franken total 125 000 Franken; eine Vierervertretung mit praktisch demselben Aufwand erhält null Franken. Es ist bereits auf dieses Missverhältnis, das doch sehr stossend ist, hingewiesen worden. Hier kann die vorgeschlagene Neuerung im Sinne einer gewissen Gerechtigkeit gegenüber fraktionslosen Vertretungen korrigierend eingreifen.

Dass eine solche Lösung begründet ist, belegt auch folgende theoretische Ueberlegung. Um nicht länger leer auszugehen, könnten sich alle Fraktionslosen zu einer gemeinsamen Fraktion zusammenschliessen und so in den Genuss der Fraktionsentschädigung gelangen. Das Geschäftsverkehrsgesetz sieht keine Einschränkungen bezüglich der politischen Ausrichtung vor. Jede Partei in dieser technischen Fraktion der Fraktionslosen würde selbständig politisieren, die Redezeit aufteilen, die Fraktion wäre keine politische Einheit, sondern ein reines Zweckbündnis, das überdies noch zu Lasten der grossen Fraktionen Kommissionssitze beanspruchen und unter sich aufteilen könnte. Mit den Entschädigungen, einschliesslich der Grundentschädigung von 80 000 Franken, könnten aber für jede Parteivertretung einer oder mehrere Mitarbeiter teilzeitlich zur Unterstützung der entsprechenden Parteigruppe beschäftigt werden.

Ich hoffe nicht, dass wir früher oder später diesen Schritt tun müssen, weil uns nichts mehr anderes übrig bleibt. Die vorgeschlagene Lösung ist nämlich erstens ehrlicher und zweitens auch billiger, weil damit der Grundbeitrag nicht beansprucht wird. Er tut im übrigen den grossen Fraktionen weniger weh, da auf diese Weise keine Kommissionssitze beansprucht werden können. Eine technische Fraktion könnte das nach GVG und Ratsreglementen problemlos.

Selbstverständlich müssen der Nachweis der tatsächlich für die Parlamentsvertretungen erbrachten Leistungen erbracht werden sowie eine separate, jederzeit überprüfbare Rechnung geführt werden, wie dies auch von den Fraktionen verlangt wird. Bei den Fraktionen vermögen die vorgeschlagenen Beiträge erfahrungsgemäss – ich kann dies aufgrund unserer Situation beurteilen; Kollegen haben mir ähnliches gesagt – den tatsächlichen administrativen Aufwand der Sekretariate dieser Abordnungen bei weitem nicht zu decken.

Um allfälligen Missverständnissen von vornherein zu begegnen, möchte ich betonen, dass keinesfalls die Beiträge in die Taschen der fraktionslosen Parlamentarier fliessen dürfen. Sicherlich nicht, das ist keinesfalls die Idee des Antrages. Es handelt sich um die Deckung der Sekretariatskosten der fraktionslosen Abordnungen. Praktisch werden die Dienstleistungen heute von Parteisekretariaten erbracht. Denkbar wäre jedoch auch, dass zum Beispiel vier Parlamentarier mit je 9000, also 36 000 Franken, jemanden teilzeitlich ausserhalb der Parteiinfrastruktur anstellen könnten. Dass die Idee nicht völlig neu ist, beweist ein Antrag von Herrn Carobbio in der Kommission, der leider zurückgezogen worden ist.

Die finanziellen Konsequenzen wären, verglichen mit dem Mehraufwand von 1,2 Millionen Franken für die erhöhten Fraktionsentschädigungen bescheiden: in der heutigen Situation, d. h. bei neun Fraktionslosen mit einer Entschädigung pro Ratsmitglied 63 000 Franken im Jahr, bei einer Entschädigung von 7000 Franken oder 9000 Franken – je nachdem, wie Sie beschliessen – werden es 81 000 Franken sein. Bescheiden, verglichen mit dem gesamten Mehraufwand der Aenderung des Bundesbeschlusses.

Bezüglich der Verfassungsmässigkeit ergeben sich unseres Erachtens keinerlei Bedenken, weil die fraktionslosen Abordnungen, auch wenn sie im Geschäftsverkehrsgesetz nicht ausdrücklich erwähnt sind, faktisch ebenfalls Organe bzw. Strukturelemente des Parlamentes sind und durch ihre Vorbereitungsarbeit zu einer Rationalisierung des Parlamentsbetriebes beitragen. Ueberdies ist jeder Parlamentarier ganz selbstverständlich ein verfassungsmässig verankertes Parlamentsorgan.

In verschiedenen kantonalen Parlamenten – Bern, Tessin und Schwyz – ist eine analoge Regelung eingeführt worden. Es

geht hier in erster Linie um eine Frage des politischen Willens. Ich appelliere an Sie, Kolleginnen und Kollegen der Fraktionen, vor allem der grossen Fraktionen, gegenüber den fraktionslosen Ratsmitgliedern doch Gerechtigkeit walten zu lassen und die häufige Benachteiligung der kleinsten Minderheiten nicht weiterzuführen. Eine Stärkung der kritischen Stimmen, also der funktionierenden Oppositionsgruppen, hat einer Demokratie noch nie geschadet, im Gegenteil. Ich bitte Sie um Zustimmung zu meinen Anträgen.

Dreher: Gestatten Sie mir zuerst eine Vorbemerkung. Es ist meines Erachtens schon ein bedenklicher Mangel an Stil, wenn Teile der freisinnigen Fraktion nur wegen etwas mehr Geld einen rotgrünen Antrag unterstützen.

In der Sache selbst. Ich rede auch im Auftrag meines Kollegen Scherrer: Wir lehnen den Antrag Ruf ab. Die Vorteile wären auch für uns in dieser bisherigen Legislatur auf der Hand gelegen. Wir haben trotzdem eine «technische Fraktion», obwohl sie uns angetragen wurde, aus den erwähnten Stilgründen abgelehnt.

Es liegen noch sieben ordentliche Sessionen bis zum Ende dieser Legislatur vor uns, und wir sind der Meinung, dass wir bis dann auch ohne diese Beiträge an Fraktionslose durchhalten. Ab 1991 wird sich das Problem für uns gelöst haben, und möglicherweise auch für den Antragsteller. (*Heiterkeit*)

M. Frey Claude, rapporteur: La proposition de M. Ruf appelle une clarification. En effet, nous ne traitons ici que des indemnités aux secrétariats de groupes. C'est d'ailleurs ce qui nous autorise à rester dans l'arrêté d'exécution et non pas à modifier la loi. Autrement, le référendum serait ouvert.

Pourquoi indemniser un peu mieux les secrétariats de groupes? Parce que les indemnités actuelles ne permettent pas de couvrir leurs frais. Actuellement, elles sont de 30 à 40 pour cent; on les a doublées, mais elles ne couvriront pas totalement les frais des secrétariats de groupes. Or, ces derniers sont essentiels pour la formation de la volonté politique du groupe. Ils sont chargés d'un travail d'organisation des séances, de coordination et de documentation.

La commission n'a pas eu l'occasion de traiter de la proposition de M. Ruf. Mais comme M. de La Palice ne siègeait pas non plus dans la commission, il pourrait très bien répondre à M. Ruf que s'il n'y a pas de groupe, il ne peut y avoir de secrétariat de groupe! Comme M. Ruf souhaite tout de même toucher une indemnité, il doit – et il en est bien conscient – avoir recours à un artifice. En effet, son texte stipule que «les représentations de parti ou mouvement numériquement insuffisant pour former un groupe ». Or, nous ne sommes pas la Chambre des partis, mais celle du peuple. Nous sommes certes élus par le biais des partis, mais – et c'est là le point essentiel – notre représentation va bien au-delà des partis au sens strict. Parler ici des partis n'est donc qu'un artifice pour toucher une subvention!

Ensuite, prenons l'exemple de M. Spielmann qui est seul. Il n'a pas besoin d'un secrétariat de groupe pour se rencontrer avec lui-même et former la volonté de son «groupe». M. Spielmann doit effectuer un travail de documentation et de classement, ce que nous faisons tous et ce pourquoi nous sommes très peu indemnisés à titre individuel. Or, cela n'est pas régi par l'arrêté d'exécution mais par la loi sur les indemnités parlementaires. M. Spielmann aura sans doute besoin de l'appui de son parti, donc du secrétariat de celui-ci.

Par conséquent, si à travers cette modification nous subventionnons directement les travaux des secrétariats de partis, nous ne possédons pas alors la base constitutionnelle requise en la matière. Nous le répétons, entre les secrétariats de partis et ceux de groupes existe une sorte de vase communicant, mais nous tombons dans l'inconstitutionnalité si la subvention va au-delà du montant total des frais des secrétariats de groupes. Si l'on subventionne à cent pour cent ces derniers – ce qui ne sera pas prochainement le cas – on reste dans la base constitutionnelle; si l'on dépasse ce montant, cela signifie qu'indirectement on subventionne les partis, et alors il faut envisager une modification de la Constitution fédérale, laquelle ne sera alors jamais acceptée par le peuple.

Par conséquent, nous vous demandons de rejeter la proposition de M. Ruf.

M. Spielmann: Pour répondre à la question qui m'a été posée tout à l'heure par le président de la commission, je lui rétorquerai très simplement que lorsqu'il parle d'artifices pour financer des partis, dans le cas particulier ce sont des millions qui vont être versés aux groupes, mais c'est aussi une contribution directe au fonctionnement des partis. Je dirai qu'en tant qu'individuel et membre d'un parti, je réponds aux procédures de consultations, je prépare la documentation pour le Parlement. De plus, je n'ai pas de bureau au Parlement. De ce côté-là, vous êtes favorisés. Je ne conteste pas ce fait mais, en ce qui me concerne, ma secrétaire utilise une bonne partie de son temps pour préparer les séances du Conseil national, pour préparer les documentations, pour répondre aux demandes. La documentation va directement à ce secrétariat, vous économisez donc déjà le local.

M. Ruf et moi-même ne demandons pas une indemnité de groupe, car nous n'en formons pas un. Après ce débat, après que vous vous serez octroyé les quelques millions que vous allez voter tout à l'heure pour augmenter les indemnités aux partis qui forment un groupe, nous demandons simplement une modeste indemnité pour le travail à notre charge. Nous ne demandons pas des locaux comme les autres, mais simplement une aide pour les individuels, comme celle que reçoit le membre d'un groupe parlementaire. Expliquez-moi le pourquoi d'une indemnité de groupe de 80 000 francs votée tout à l'heure et des 9000 francs pour chaque membre de ces groupes, alors que nous n'y aurions pas droit. Quelle différence entre les 9000 francs que va recevoir chacun des membres de ce conseil lorsqu'il appartient à un groupe, au niveau de son travail et de ses charges, et la charge que cela représente pour un individuel comme moi?

Je conclus en vous disant qu'il est facile de donner des leçons de démocratie et de pluralisme, toutefois on est plus crédible lorsqu'on donne l'exemple soi-même. Alors aidez aussi ceux qui, ici, sont dans la minorité.

M. Frey Claude, rapporteur: J'aimerais rectifier une erreur grossière commise par M. Spielmann lorsqu'il dit qu'il y aura un montant de base de 80 000 francs plus 9000 francs que touchera chacun des parlementaires. C'est faux, personne ne touchera un franc, puisque c'est un moyen de calculer l'indemnité aux secrétariats des groupes. Si nous discutons des indemnités individuelles que touche chacun des parlementaires, nous ne serions pas dans l'arrêté d'exécution, mais dans la loi et il y aurait possibilité de référendum facultatif. De plus, il ne s'agit pas de 9000 francs pour le calcul des indemnités aux secrétariats, nous proposons 7000 francs et il y a une proposition de M. Rychen sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure. Mais qu'il n'y ait pas de confusion, les parlementaires ne toucheront pas un franc à la suite de cette discussion.

Hubacher, Berichterstatter: Die Frage ist, was wir wollen: Die Kommission hat Ihnen den Bericht «Beiträge an die Fraktionen» vorgelegt. Die Fraktionen haben offensichtlich eine gewisse Funktion; sie sind relativ einfach zu bilden; man muss einfach fünf Mitglieder dieses Rates in einer Fraktion zusammenbringen können. Von daher ist die Hürde – ich habe das schon einmal gesagt – relativ niedrig, auch kleinere Parteien können hier im Rat eine Fraktion bilden. Aber es ist doch immerhin die Voraussetzung damit verbunden, dass man eine minimale Zahl von Wählerinnen und Wählern rekrutiert, gewonnen haben muss, um eine gewisse Repräsentativität als Vertretung dieser bestimmten Wählergruppe aufweisen zu können.

Ich glaube, staatspolitisch betrachtet leisten die Fraktionen – und innerhalb der Fraktionen halt doch die grösseren – die eigentliche Arbeit für diesen Staat. Wir sind – das ist sehr persönlich – gar nicht so sehr daran interessiert, zu viele Einzeldarsteller im Rate zu haben. Wir sind daran interessiert, dass auch ein gewisses Gerüst in diesem Parlament, das Lasten tragen kann, gebildet werden kann. Die Einzeldarsteller bereichern

die bunte Vielfalt unseres Rates. Aber ich würde Ihnen empfehlen, dabei zu bleiben: Wir wollen die Fraktionen unterstützen. Etwas anderes ist es dann, Herr Ruf, wenn es – bei der Ueberweisung des Kommissionsvorschlages als Motion – gilt, Rechtsgrundlagen für Bundesbeiträge an die Wahlkampfkosten der Parteien zu schaffen. Dort sollen die Parteien zum Zuge kommen und die Chance wahrnehmen, ab nächster Wahlperiode so viele Wählerinnen und Wähler gewinnen zu können, dass sie hier eine Fraktion bilden können. Von daher meinen wir, Ihnen als Vertreter der Kommission vorzuschlagen zu müssen, den Antrag Ruf abzulehnen.

Ruf: Gestatten Sie mir einige sachliche Bemerkungen: Man kann es wegdiskutieren wollen, aber es ist doch eine Tatsache, dass auch fraktionslose Abordnungen Sekretariatsbedürfnisse haben. Man kann nicht einfach sagen: Weil diese Gruppe keine Fraktion ist, braucht sie kein Sekretariat. Das ist eine Verkennung der Realitäten.

Im übrigen scheint mir die Logik des Herrn Kommissionspräsidenten eine seltsame. In einem Falle ist die Entlastung der Parteisekretariate von ihrer Arbeit zugunsten der Parlamentsvertretungen, der Fraktionen, durch erhöhte Bundesbeiträge gerechtfertigt; im anderen Falle behauptet man, es werde, wenn sich kleine Parteien genauso entlasten wollen, versteckte Parteienfinanzierung betrieben. Diese Argumentation ist nicht sehr fair; es geht nämlich um genau das gleiche: Auch Parteisekretariate kleiner Parteien erbringen Grunddienstleistungen zugunsten der Parlamentsvertretungen.

Ich möchte abschliessend nochmals die Frage aufwerfen: Muss es wirklich erstrebenswert sein, eine künstliche Fraktion zu bilden – ich denke an die letzten Ausführungen von Herrn Hubacher –, um in den Genuss minimaler erforderlicher Unterstützungen zu gelangen?

Nicht alle kleinen Parteien haben grosse, mächtige, finanzkräftige Verbände im Rücken wie unsere Kollegen von der Autopartei. Sieben von neun fraktionslosen haben mir ihre Zustimmung zum Antrag mitgeteilt.

Abstimmung – Vote

Für die Anträge Ruf	49 Stimmen
Dagegen	66 Stimmen

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Dreher: Ich benütze die Gelegenheit, auf die Bemerkung des Herrn Kollegen Ruf wegen marktmächtiger Verbände, die hinter der Autopartei stehen sollen, folgendes klarzustellen: Jeder Importeur und jede Garage zahlt für ein importiertes Auto vier Franken für PR-Zwecke. Das gibt sehr viel Geld. Die Schweizer Autopartei hat aus den offiziellen Kassen noch nie einen Franken erhalten. (*Heiterkeit*) Ich kann warten, bis sich die Aufregung legt.

Zutreffend ist, dass einzelne Firmen gelegentlich in unserer Parteizeitungen inserieren. Das ist alles. Gerade die Migros-Partei sollte nicht so laut lachen.

Beitrag pro Mitglied – Montant par député

Rychen: Persönlich begrüsse ich diese Vorlage sehr, und ich danke der Kommission für diese gute Arbeit. Ich beantrage Ihnen aber, etwas weiter zu gehen. Ich schlage Ihnen vor, pro Fraktionsmitglied 9000 Franken anstatt 7000 Franken zu sprechen. Ich habe dafür zwei wesentliche Gründe:

1. Europa ist im Umbruch. Die Schweiz steht mitten in dieser wichtigen Diskussion. Unabhängig davon, zu welchem Schluss man politisch kommt, ob man in einen EWR hineingeht oder nicht, ob man sich der EG nähert oder nicht, ob man die Efta stärken will oder nicht oder was auch immer kommen mag: sicher ist, dass jede Fraktion mehr Informationen braucht, um ihren Entscheid gut begründen zu können. In dieser schnelllebigen Zeit ist es ausserordentlich wichtig, dass wir auch die entsprechenden Informationen verwaltungsunabhängig bekommen können. Dies bedingt aber mehr materielle und personelle Mittel.

2. Ich bin jetzt etwas länger als zwei Jahre lang Mitglied dieses Parlamentes, und ich stelle fest – ich weiss nicht, wie es Ihnen geht –, dass der Informationsvorsprung und damit auch die politische Macht der Verwaltung eher noch stärker geworden sind und das Parlament in dieser Beziehung immer noch wesentlich hintennachhinkt. Dies ist eine Entwicklung, die wir irgendetwie aufhalten müssen: Gerade als Milizparlamentarier sind wir auf professionelle Mitarbeiter in den Fraktionszentralen angewiesen. Ich bin der Meinung, dass es einer Fraktion möglich sein sollte, vielleicht einen weiteren Spezialisten anzustellen, der uns jetzt – unabhängig von Verwaltungsinformationen – europapolitisch hilft, der uns die nötigen Daten zusammenträgt, der uns laufend – auch unabhängig von Regierung und Verwaltung – diese nötigen Unterlagen bietet und zusammenstellen kann. Gerade mit Blick auf diesen dynamischen Prozess auf dem ganzen Kontinent dürfen wir nicht zu knauserig sein. Es geht hier nicht um Parteienfinanzierung, es geht um die Finanzierung und Stärkung der Fraktionszentralen und damit um eine Stärkung dieses Milizparlamentes gegenüber der Regierung.

Ich bitte Sie, diesem Antrag aus diesen Gründen zuzustimmen.

M. Frey Claude, rapporteur: Je n'imaginai pas qu'à l'occasion de cette discussion, on évoquerait les questions touchant à l'intégration européenne!

Tout à l'heure, en soutenant la proposition de minorité de Mme Bär et en la votant, vous avez voulu réduire l'écart entre les grands et les petits groupes. Je constate que si vous suivez maintenant la proposition de M. Rychen, vous allez accroître l'écart entre les petites et les grandes fractions. La proposition ayant été faite au plénum, nous n'en avons pas parlé en commission, mais je pense que si vous suivez M. Rychen cela aura «mauvaise façon». Le Parlement va faire de la surenchère: 1 million au départ, maintenant 1,2 million et on atteindrait 1 674 000 francs. Ce ne sont pas tellement les montants qui sont en cause, je le répète. Comparativement aux autres pays, ils sont encore faibles. Mais à partir d'une proposition longuement discutée en commission d'un million, le fait d'arriver finalement à 1 674 000 francs sera mal accepté dans la population et considéré comme de la surenchère du Parlement qui s'est servi.

Nous vous demandons d'en rester au montant proposé unanimement par la commission, soit 7000 francs.

Hubacher, Berichterstatter: Der Antrag Rychen ist in der Kommission nicht diskutiert worden. Mit der Annahme des Antrages von Frau Bär ist der Anteil des Sockelbeitrages prozentual höher geworden. Es ist eine stärkere Ausgeglichenheit zwischen kleineren und grösseren Fraktionen hergestellt worden. Trotzdem schlecht das keine Geiss weg: Der Antrag Rychen hat natürlich den Vorteil, dass es für alle mehr Geld gibt. Jetzt ist einfach zu entscheiden: Wollen wir das oder wollen wir das nicht?

Ich meine, das ist jetzt wahrscheinlich nicht die Schallgrenze, über die wir nicht gehen dürften, weil zum Beispiel das Referendum zu befürchten wäre. Da hat sich meiner Meinung nach doch im Volk auch ein grösseres Verständnis breitgemacht. Wir müssen ja auch vergleichen: Ich habe die Zahlen aus dem Bundestag in Bonn, aus der offiziellen Zeitung. In diesem Parlament hat die kleinste Partei, die Grünen, einen Jahresbeitrag 1988 von 24 Millionen DM kassiert. Wenn Sie das 1 zu 10 reduzieren – wir sind etwa zehnmal kleiner –, wären das 2,4 Millionen für die kleinste Fraktion. Wir sind dazu noch mehrsprachig in diesem Lande. Wir müssen auch in der Partei, in der Fraktion gewisse Arbeiten, Unterlagen übersetzen lassen. Die Mitglieder unseres Rates, die im Europarat sitzen – es ist mir gerade eingefallen, wenn ich Herrn Sager anschau –, könnten das bestätigen.

Wir sind – auch wenn wir noch etwas grosszügiger wären – in der Alimentierung unserer Arbeit immer noch sehr bescheiden. Ich möchte das nur sagen, damit niemand ein schlechtes Gewissen bekommt. Es muss ja auch nicht so sein, dass die Kommissionssprecher immer übereinstimmen, wenn man etwas in der Kommission nicht diskutiert hat.

Ich meine deshalb: Wenn schon der Antrag gestellt wird, hätte ich keine Hemmungen, jetzt zu sagen: Machen wir einen etwas grösseren Schritt, das tut uns allen gut.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Rychen	62 Stimmen
Dagegen	42 Stimmen

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf der Kommission

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet de la commission

Angenommen – Adopté

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

M. Spielmann: Tout à l'heure, en réponse à nos propositions, M. Frey a utilisé le mot «artifice», en refusant quelques milliers de francs à titre d'indemnisation des travaux de secrétariat que nous faisons. Je constate que le plus grand groupe de ce Parlement a vu passer en quelques votes éclairés ses subventions de 234 000 francs à 665 000 francs. Je sais que les travaux de secrétariat se sont certes accrus considérablement. Le but n'est certainement pas de favoriser les partis politiques, mais il est certain que cela augmente d'autant la discrimination à l'égard de ceux qui, comme moi, ne toucheront absolument rien aujourd'hui. Vous admettez avec moi qu'il n'y a pas une telle différence dans les travaux de secrétariat et que, en l'occurrence, on pourrait diviser les montants alloués par le nombre de députés de ces grands partis. L'on constate que ce sont bel et bien des subventions directes aux partis que vous vous êtes attribuées tout à l'heure. En fait, ceux qui préconisent «moins d'Etat» et une gestion plus rigoureuse démontrent ici que lorsqu'il s'agit de se servir, ils savent voter dans le bon sens!

M. Frey Claude, rapporteur: En ce qui concerne la proposition de M. Rychen, la commission ne s'était pas prononcée pour la simple raison qu'elle n'avait pas pu discuter de cette proposition puisqu'elle ne lui avait pas été soumise.

J'interviens ici à titre personnel. Le débat n'a pas pris une bonne tournure. Ce n'est pas convenable d'augmenter les prestations tout d'abord en les doublant, passant à un million, puis d'arriver à un montant représentant presque le triple de la dépense initiale. Personnellement je voterai contre cet arrêté. Nous montrons un très mauvais exemple. Aujourd'hui, le Parlement ne sort pas grandi de ces débats – je parle toujours à titre personnel – car lorsque nous parlerons d'économies nous serons encore un peu moins crédibles.

Hubacher, Berichterstatter: Herr Spielmann, wir haben bloss die Beiträge an die Fraktionen der Bundesversammlung erhöht. Es ist wahr, es gibt mehr Geld: Wenn meine Rechnung stimmt, hat die stärkste Fraktion jetzt rund 660 000 Franken und die kleinste Fraktion rund 170 000 Franken an Bundesbeiträgen zugute. Aber wenn wir mit unserer Arbeit vergleichen – wir sind jetzt davon ausgegangen, dass unsere Infrastruktur aus einer Halbtagsstelle besteht oder einem bzw. einer Angestellten, vielleicht anderthalb –, sind wir ja sehr bescheiden: Wir sind sozusagen die Velofahrer in Europa; alle andern sind längst im Auto! Herr Spielmann, das ist keine Parteienfinanzierung. Es geht um die Fraktionsarbeit!

Zu Recht ist z. B. gesagt worden – um nur ein Thema zu nehmen –, dass das, was im Zusammenhang mit der Europafrage auf uns zukommt, auch sehr viel Mehrarbeit geben wird. Wir haben uns vorgestern mit einem Mitglied einer Verhandlungsdelegation, die für die Schweiz die Verhandlungen EG-EWR führt, getroffen, um uns zu informieren; und wir haben als Parlamentarier – und ich zähle mich noch zu den einigermaßen informierten – feststellen müssen: Wir sind weit hinter dem zu-

rück, was andere, die an der Front stehen, an Informationen beziehen – weil wir keine Zeit und keine Leute haben.

Wir haben sofort reagiert und haben uns gesagt: Wir müssen im Sekretariat jemanden haben, der das Ressort Europa betreut, der die Informationen sammelt, sie an die Fraktionen weitergibt. Und wenn jetzt zwei, drei Angestellte finanziert werden können, wenn hie und da ein Gutachten in Auftrag gegeben werden kann – professionell und nicht immer nur auf dem «Armenweg» –, dann ist das nicht übertrieben, verglichen mit den Möglichkeiten der Verwaltung, der wir gegenüberstehen, mit den Möglichkeiten der Regierung, die wir kontrollieren sollten – und dann darf man uns jetzt nicht beschimpfen! Ich verstehe den Aerger von Herrn Spielmann; aber Ihr Problem ist es, mehr Wählerinnen und Wähler zu finden.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Oehler: Ich bin der Meinung, dass wir heute morgen sehr wacker und deftig in die Bundeskasse gegriffen haben. Die wenigsten Fraktionen – damit ist keine speziell gemeint – haben vermutlich Pläne, wie sie mit diesem Füllhorn durch die Landschaft schreiten und das Geld ausgeben werden. Die wenigsten Fraktionen wissen, was sie mit diesen zusätzlichen Hunderttausenden von Franken anfangen werden.

Wir sollten uns die Sache nochmals überlegen. Ich werde selbstverständlich nein stimmen.

Ich hoffe, dass der Ständerat das korrigieren wird; andernfalls muss man ein Referendum ins Auge fassen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Sager: Ich nehme Anstoss an der Kritik meines Kollegen und Freundes Claude Frey und an den Ausführungen des Kollegen Oehler:

Der Stellenwert der politischen Parteien ist ganz wesentlich zurückgegangen als Folge der technischen Entwicklung, der Komplexität und der Anhäufung wichtiger Probleme. Wir sind heute als politische Parteien bei weitem nicht mehr in der Lage, die gleiche Arbeit zu leisten wie mit einem Budget von 10 Prozent vor zwanzig oder dreissig Jahren. Sie müssen sich nicht verwundern, wenn die politischen Parteien im Volk selbst an Ansehen verlieren, da sie die Arbeit, die notwendig ist, nicht mehr richtig erfüllen können.

Das wäre eine Selbstabdankung des Parlamentes, wenn Herr Oehler davon spricht, wir gäben das Geld falsch aus oder wüssten nichts damit anzufangen. Wir haben derart grosse Probleme vor uns, die einer seriösen Bearbeitung bedürfen, dass wir uns diese Ausgabe wahrlich leisten können. Das schweizerische Parlament kostet pro Jahr und Kopf rund 4 Franken, und dieser Betrag wird durch diese zusätzliche Subvention nur wenig erhöht. Das vergleichbare österreichische Parlament kostet pro Kopf und Jahr 12 Franken.

Wollen wir mit dieser Selbstabdankung weitermachen? Ich meine nein! (*Beifall*)

Hubacher, Berichterstatter: Ich bitte Herrn Oehler, die Verhältnismässigkeit nicht aus den Augen zu verlieren, und möchte ihn darauf aufmerksam machen, dass es sich nicht um eine referendumpflichtige Vorlage handelt; sie liegt abschliessend in der Kompetenz des Parlamentes. Das ist aber nicht der Grund, weshalb wir da nach seiner Meinung etwas sorglos operiert haben.

Aber von «Füllhorn» zu reden, ist – wenn wir die Praxis in unseren Nachbarländern sehen, mit denen wir in Konkurrenz stehen – wohl übertrieben. Wir sind das einzige Milizparlament; als Milizparlament haben wir nicht nur diesen Nachteil, sondern wir haben auch noch die schlechteste Infrastruktur. Wir sind im allgemeinen wohl sehr tüchtig, aber ich zweifle langsam daran, ob wir wirklich zehnmal besser sind als alle andern in Europa.

Von daher bitte ich Herrn Oehler, nicht zu überborden. Das ist kein Füllhorn; das ist ein langjähriger Nachholbedarf, der jetzt etwas aufgeholt wird. Diese Mehrkosten sind nicht einmal die Lohnsumme unserer sieben Angestellten, genannt Bundesräte.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Bundesbeschlusses	114 Stimmen
Dagegen	10 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

86.246

Parlamentarische Initiative (Ott)
Parlamentsreform
Initiative parlementaire (Ott)
Réforme du Parlement

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 5 hiervoor – Voir page 5 ci-devant

Art. 49 – 57

M. Borel, rapporteur: Je ferai quelques remarques de détail concernant les articles suivants:

A l'article 49, les modifications sont d'ordre rédactionnel.

A l'article 50, il y a une faute d'impression à l'alinéa 5, où il est dit que l'on doit consulter le Bureau du Conseil national. En fait, il s'agit du Conseil des Etats.

A l'article 51, les lois et les règlements changent, mais pas uniquement les dispositions réservées au Conseil national. La référence se rapportant à la concession de radio et télévision concerne l'article 4 et non l'article 13. En outre, dans le cadre de la discussion, la terminologie concernant l'article constitutionnel sur la radio-télévision et la loi encore actuellement en discussion a changé. L'ancien libellé était le suivant: «elle s'efforcera de donner des délibérations un aperçu objectif et instructif». Actuellement, il est dit: «les programmes présentent les événements de façon fidèle et reflètent équitablement la diversité des opinions». Nous vous proposons d'adapter le présent texte à celui de la nouvelle concession pour la deuxième lecture.

Les modifications se rapportant aux articles 52 et 53 sont d'ordre rédactionnel, à une nuance près. A l'article 53, nous pensons que trois jours suffisent aux députés pour corriger leurs interventions, cela simplifiera le travail de l'administration.

Les modifications suivantes, jusqu'à l'article 71, sont d'ordre systématique et d'ordre rédactionnel, à part certains points où nous avons des propositions d'amendement sur lesquelles je reviendrai.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Ich möchte zu den folgenden Artikeln folgende Bemerkungen machen:

Bei Artikel 49 ist unsere Aenderung rein redaktionell.

Bei Artikel 50 Absatz 5 heisst es im Text «Büro des Nationalrates»; es sollte aber heissen «Büro des Ständerates».

Bei Artikel 51 wird in Absatz 4 Bezug genommen auf Artikel 13 der Konzession: Die Konzession der SRG hat aufgrund des neuen Bundesverfassungsartikels und aufgrund des Radio- und Fernsehgesetzes geändert. Es wird sich neu um den Artikel 4 «Programmauftrag» handeln, die Formulierung wird auch anders sein. Die Formulierung heisst bisher: «Die Sendungen müssen objektiv sein und zur politischen Information beitragen»; die neue Formulierung wird heissen: «Ereignisse sind sachgerecht darzustellen, und die Vielfalt der Ansichten ist angemessen zum Ausdruck zu bringen.»

In Artikel 54 Absatz 3 haben wir die Frist, innert welcher die Betroffenen Stillkorrekturen an ihren Voten im Amtlichen Bulletin anbringen können, von fünf Tagen auf drei Tage verkürzt. Das dient vor allem zur schnelleren Herausgabe des Amtlichen Bulletins.

Bis zu Artikel 71 sind unsere Abänderungen rein redaktionell

oder systematisch bedingt. Wir haben aber verschiedene Anträge von Ihrer Seite, die wir behandeln werden.

*Angenommen – Adopté***Art. 58***Antrag Loeb**Abs. 4 (neu)*

Der nächstfolgende Redner wird vom Präsidenten aufgefordert, sich in der Nähe des Rednerpultes für seinen Einsatz bereit zu halten.

Art. 58*Proposition Loeb**Al. 4 (nouveau)*

L'orateur suivant est prié par le président de se rapprocher de la tribune de façon à pouvoir prendre la parole sans délai.

Loeb: Es geht mir hier um etwas ganz Einfaches: Ich möchte gerne, dass der Präsident jeweils schon den nächsten Redner aufrufen würde. Der könnte sich dann auf den Kanzlerstuhl setzen und wäre für seine Rede schon bereit. Es würde alles viel rascher gehen; wir würden Zeit einsparen. Es ist im Prinzip eine Selbstverständlichkeit, aber ich finde, es wäre gut, wenn der Präsident das jeweils machen würde.

M. Borel, rapporteur: M. Loeb a donné l'exemple en se tenant à deux mètres de la tribune juste avant de prendre la parole. La commission a examiné ce genre de modification et elle y est favorable, mais pas au point de faire figurer ces détails dans le règlement du Conseil national. L'organisation du débat est laissée à l'appréciation du président.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Der Vorschlag von Kollege Loeb ist natürlich sehr gut. Er hat ihn ja auch vordemonstriert. Er dient dazu, den Ablauf zu beschleunigen. Wir haben über solche kleine Rationalisierungen des Arbeitsablaufes in der Kommission auch gesprochen. Wir waren der Meinung, dass wir nicht jede dieser Einzelheiten ins Reglement aufnehmen müssten. Aber wir überlassen Ihnen den Entscheid.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Loeb	32 Stimmen
Dagegen	39 Stimmen

Art. 59, 60, 60a, 60b*Angenommen – Adopté***Art. 60c***Antrag Loeb**Abs. 1*

.... werden sollen. Der Rat entscheidet ohne Diskussion.

*Antrag Ledergerber**Abs. 1*

.... in welcher Weise die Geschäfte beraten werden sollen. Eine Einstufung der Geschäfte in die Kategorien III, IV und V ist nur bei Einstimmigkeit möglich.

*Antrag Ott**Abs. 2bis (neu)*

Eine freie Debatte ist durchzuführen, wenn dies von mindestens 50 Ratsmitgliedern verlangt wird.

Art. 60c*Proposition Loeb**Al. 1*

.... traitement des affaires. Le Conseil décide sans débat.

*Proposition Ledergerber**Al. 1*

.... le mode de traitement des affaires. Les affaires ne peuvent être classées dans les catégories III, IV et V qu'à l'unanimité.

Parlamentarische Initiative (Kommission des Nationalrates) Beiträge an die Fraktionen der Bundesversammlung

Initiative parlementaire (Commission du Conseil national) Contributions aux groupes politiques de l'Assemblée fédérale

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Februarsession
Session	Session de février
Sessione	Sessione di febbraio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.242
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.02.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	161-170
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 300

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.